



**PRÉFET  
DE LA HAUTE-  
SAÔNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Bourgogne-Franche-Comté**

Unité Interdépartementale 25-70-90  
5 Voie Gisèle Halimi  
BP 31269  
25000 Besançon

Besançon, le 12/05/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 26/03/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**VELET TERRASSEMENTS SAS**

BP 37  
70100 Gray

Références : UID257090/SPR/GG/2026-0104A  
Code AIOT : 0005901754

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/03/2026 dans l'établissement VELET TERRASSEMENTS SAS implanté Lieu-dit Les Aiges 70100 Arc-lès-Gray. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection fait notamment suite à la mise en demeure, notifiée par l'arrêté du 07 mai 2025, sur l'absence de constitution des garanties financières d'un montant de 63 272 euros pour la période exploitation allant jusqu'au 05 mai 2026. L'inspection a également porté sur la remise en état de la carrière.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- VELET TERRASSEMENTS SAS
- Lieu-dit Les Aiges 70100 Arc-lès-Gray

- Code AIOT : 0005901754
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Exploitation d'une carrière de matériaux calcaires. La carrière est autorisée par l'arrêté préfectoral du 05 mai 2003 pour une durée de 23 ans.

#### Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
5	Obligations de garanties financières	AP de Mise en Demeure du 07/05/2025, article 1 et 2	Consignation	1 jour
6	Remise en état	Arrêté Préfectoral du 05/05/2003, article 28 à 32	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
7	Cessation d'activité	Arrêté Préfectoral du 05/05/2003, article 33	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Durée de l'autorisation	Arrêté Préfectoral du 05/05/2003, article 7 et 8	Sans objet
2	Aménagements préliminaires	Arrêté Préfectoral du 05/05/2003, article 9	Sans objet
3	Prévention des pollutions	Arrêté Préfectoral du 05/05/2003, article 25	Sans objet
4	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 05/05/2003, article 23 et 24	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'autorisation d'exploiter la carrière arrivera à échéance le 05/05/2026.

L'exploitant n'a pas procédé à la remise en état de la carrière conformément aux dispositions prévues dans l'arrêté d'autorisation de la carrière daté du 5 mai 2003. Il est demandé à l'exploitant de remettre en état la carrière afin de procéder à la cessation d'activité.

L'exploitant doit mettre en sécurité le site et transmettre une ATTES-SECUR sous 2 mois.

L'exploitant réalisera sous 6 mois un mémoire de réhabilitation dans lequel seront présentées les opérations de remise en état déjà réalisées et celles restant à mettre en œuvre en application des conditions de réaménagement fixées par l'arrêté préfectoral d'autorisation et au regard de la

situation actuelle de la carrière.

La SAS Velet Terrassements n'a pas respecté l'arrêté de mise en demeure du 07/05/2025 et n'a pas constitué de garanties financières pour la période d'exploitation actuelle. Un arrêté de consignation d'un montant de 63 272 euros correspondant au montant des garanties financières est proposé à la signature du préfet.

Par ailleurs, l'exploitant a indiqué qu'une autre société, à savoir la société Velet Terrassements TP devrait acheter le foncier de la carrière courant avril-mai 2026. Si la société Velet Terrassements TP souhaite reprendre l'exploitation de la carrière, elle devra déposer une demande d'autorisation environnementale.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Durée de l'autorisation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/05/2003, article 7 et 8
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Durée de l'autorisation
<b>Prescription contrôlée :</b>  <b>Article 7 :</b> L'autorisation est accordée pour une durée de 23 ans qui inclut la remise en état complète du site dont les modalités sont définies à l'article 28 et suivants du présent arrêté. <b>Article 8 :</b> L'extraction de matériaux commercialisables doit être arrêtée 1 an avant l'échéance de l'autorisation pour permettre la remise en état du site.
<b>Constats :</b>  L'arrêté DRIRE/I/2003 n°1029 daté du 05 mai 2003 modifié autorise la SAS Velet Terrassements à exploiter la carrière de Arc-lès-Gray pour une durée de 23 ans. La présente inspection est réalisée moins de 6 mois avant la date butoir de fin d'autorisation. Le constat du point de contrôle n°6 détaille l'absence de remise en état et l'absence de notification au préfet de la cessation d'activité. Aucune activité n'a été constatée lors de la visite d'inspection. L'exploitant indique que la vente du terrain de la carrière, appartenant à la SCI du Bois de la Vaivre située à Velet (70100), est en cours.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Aménagements préliminaires

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/05/2003, article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Aménagements
<b>Prescription contrôlée :</b>  <b>Article 9 :</b> L'exploitant est tenu, avant toute reprise de travaux d'exploitation, de mettre en place l'unique voie d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.

<b>Constats :</b>
Les panneaux sont présents et comportent les prescriptions demandées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 3 : Prévention des pollutions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/05/2003, article 25
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Pollutions
<b>Prescription contrôlée :</b>
<b>Article 25 :</b> Sont interdits sur le site : <ul style="list-style-type: none"> <li>- le stockage d'hydrocarbures,</li> <li>- le lavage des matériaux extraits,</li> <li>- le nettoyage (excepté celui des roues des véhicules prévu à l'article 27), l'entretien et le ravitaillement des engins d'extraction et de transport de matériaux.</li> </ul>
<b>Constats :</b>
Lors de l'inspection, il n'a pas été constaté d'hydrocarbures. Le site n'étant plus en activité, le lavage des matériaux et le nettoyage des engins ne sont plus un sujet.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Plan d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/05/2003, article 23 et 24
<b>Thème(s) :</b> Autre, Plan d'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b>
<b>Article 23 :</b> L'exploitant doit établir un plan de la carrière à une échelle adaptée à sa superficie. Sur ce plan sont reportés : <ul style="list-style-type: none"> <li>- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres,</li> <li>- les bords de la fouille,</li> <li>- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs (en particulier la cote 211 mNGF),</li> <li>- les zones remises en état,</li> <li>- la position des éléments de surface à protéger visés à l'article 19.2 ci-dessus et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales.</li> </ul>
<b>Article 24 :</b> Ce plan est mis à jour au moins une, fois par an ; l'exploitant doit le tenir à la disposition de l'inspecteur des installations classées pour la protection de l'environnement.

<b>Constats :</b>
Le plan d'exploitation, daté du 16 juillet 2025, est transmis lors de l'inspection. Celui-ci comporte les prescriptions listées dans l'article 23 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 05 mai 2003.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Obligations de garanties financières**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 07/05/2025, article 1 et 2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Garanties financières _ Récolement
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><b>ARTICLE 1 - OBJET</b></p> <p>La SOCIÉTÉ VELET TERRASSEMENTS (SIRET 344 808 415 00014), exploitant la carrière de matériaux calcaires située sur le territoire de la commune d'ARC LES GRAY au lieu-dit « Les Aiges » susvisé, est mise en demeure de respecter :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>dans un délai de 1 mois à compter de la notification de présent arrêté</b>, les dispositions prévues à l'article 14.1 modifié de l'arrêté préfectoral du 5 mai 2003 en constituant des garanties financières d'un montant de 63 272 euros pour la période exploitation allant jusqu'au 5 mai 2026 et en transmettant le document établissant les garanties financières à la préfecture de la Haute-Saône ;</li> </ul> <p><b>ARTICLE 2 - SANCTIONS</b></p> <p>Dans le cas où il n'aurait pas été déféré à la mise en demeure à l'expiration du délai imparti, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, l'autorité administrative peut arrêter une ou plusieurs sanctions prévues au II de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'arrêté préfectoral de mise en demeure, daté du 07 mai 2025, a mis en demeure la SAS Velet Terrassements de constituer, dans un délai d'un mois, des garanties financières d'un montant de 63 272 euros pour la période d'exploitation allant jusqu'au 05 mai 2026.</p> <p>Il est constaté que l'exploitant n'a jamais transmis d'acte de cautionnement permettant d'obtenir les garanties financières exigées ci-dessus.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit constituer des garanties financières d'un montant de 63 272 euros.</p>

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Consignation
<b>Proposition de délais :</b> 1 jour

#### N° 6 : Remise en état

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/05/2003, article 28 à 32
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Remise en état
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><b>REMISE EN ÉTAT</b></p> <p><b>Article 28 : Dispositions générales</b></p> <p>L'exploitant est tenu de remettre en état le site affecté par son activité, compte tenu des caractéristiques essentielles du milieu environnant.</p> <p>La remise en état comporte :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• la mise en sécurité des fronts de taille,</li> <li>• le nettoyage de l'ensemble des terrains et la suppression de toutes les structures n'ayant pas d'utilité après la remise en état du site,</li> <li>• l'insertion satisfaisante de l'espace affecté par l'exploitation dans le paysage compte tenu de la vocation ultérieure du site.</li> </ul> <p><b>Article 29 : Surface à remettre en état</b></p> <p>La surface à remettre en état est de 4 ha 86 a 96 a. Elle correspond à l'ensemble des terrains sur lesquels porte l'autorisation.</p> <p><b>Article 30 : Modalités de remise en état</b></p> <p>La carrière doit être remise en état de façon progressive et selon les modalités prévues ci-après, telles que définies par le pétitionnaire dans son plan prévisionnel dont copie est jointe au présent arrêté en annexe 4.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- La végétation existante à l'intérieur du périmètre de l'autorisation antérieure du 28 septembre 1992 sera maintenue, notamment le bosquet constitué d'essences à feuilles caduques situé en bordure sud de la parcelle n° 15.</li> <li>- Les terres de décapage seront conservées intégralement sur le site.</li> <li>- Il sera effectué un talutage soigneux des fronts est sur toute leur hauteur par remblaiement à l'aide de matériaux stériles, puis recouverts par de la terre végétale. Si la sécurité n'est pas compromise, les fronts sud et ouest de la zone d'extension pourront demeurer verticaux ; ils seront alors soigneusement purgés.</li> <li>- Un décalage de 25 m est autorisé entre les fronts en cours d'évolution et les zones remises en état.</li> <li>- Les matériaux de découverte en excédent seront régalez par plaques, depuis les pieds des talus constitués ; de même pour les terres végétales qui recouvriront ces matériaux.</li> <li>- Le carreau de la carrière sera nivelé. Il fera l'objet d'un régalaage par des terres de découverte, puis sera remis en herbe avec quelques arbustes.</li> <li>- Des merlons seront constitués sur tout le pourtour du périmètre de la présente autorisation, excepté en bordure nord des parcelles n° 42 et 43, d'environ 1,5 m de largeur au sommet et 2 m de hauteur. Ils seront enherbés et feront l'objet, au moins en limite ouest et sud de la zone</li> </ul>

d'extension, de plantations d'essences locales et feuillues entretenues durant toute la durée de la présente autorisation et remplacées le cas échéant.

- En fin d'exploitation, l'accès à la carrière sera obstrué et masqué depuis la RD 67.

#### **Article 31 : Date de fin de la remise en état**

La remise en état totale du site doit être achevée au moins six mois avant le terme de l'autorisation.

#### **Article 32 : Remise en état non conforme à l'arrêté d'autorisation**

Toute infraction aux prescriptions ci-dessus relatives aux conditions de remise en état constitue après mise en demeure un délit conformément aux dispositions de l'article L 514-11 du code de l'environnement.

#### **Constats :**

La date de fin d'autorisation d'exploiter la carrière étant le 05 mai 2026, la remise en état totale de la carrière aurait dû être achevée avant le 5 novembre 2025.

Il est constaté que la remise en état du site (talutage des fronts, nivellement du carreau par de la terre végétale, constitution de merlon...) n'a pas été effectuée.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit finaliser la remise en état de la carrière et notifier la cessation d'activité.

L'exploitant doit mettre en sécurité le site et transmettre une ATTES-SECUR sous 2 mois.

L'exploitant réalisera sous 6 mois un mémoire de réhabilitation dans lequel seront présentées les opérations de remise en état déjà réalisées et celles restant à mettre en œuvre en application des conditions de réaménagement fixées par l'arrêté préfectoral d'autorisation et au regard de la situation actuelle de la carrière.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 6 mois

#### **N° 7 : Cessation d'activité**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 05/05/2003, article 33

**Thème(s) :** Situation administrative, Cessation d'activité

#### **Prescription contrôlée :**

##### **Article 33 :**

L'exploitant doit adresser au préfet au moins un an avant le terme de la présente autorisation une notification de fin d'exploitation et un dossier comprenant :

- le plan coté et à jour de l'installation (accompagné de photos),
- le plan de remise en état définitif,
- un mémoire sur l'état du site.



Le mémoire sur l'état du site précise les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts visés à l'article L511-1 du code de l'environnement susvisé, et notamment :

1. l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, ainsi que des déchets présents sur le site,
2. la dépollution des sols et des eaux souterraines éventuellement polluées,
3. l'insertion du site de l'installation dans son environnement,
4. en cas de besoin, la surveillance à exercer de l'impact de l'installation sur son environnement.

Lorsque les travaux prévus pour la cessation d'activité par l'arrêté d'autorisation sont réalisés, l'exploitant en informe le préfet.

**Constats :**

L'exploitant n'a pas notifié au préfet le terme de son autorisation d'exploiter.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit notifier dans un délai d'un mois au préfet la cessation d'activité de la carrière et réaliser les opérations de mise en sécurité définies par l'article R. 512-75-1 du code de l'environnement. Suite aux opérations précitées, l'exploitant devra transmettre sous 6 mois un mémoire en réhabilitation à l'inspection.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 1 mois